



Assemblée générale

Distr. générale
22 avril 2014
Français
Original : anglais

Soixante-neuvième session

Point 75 a) de la liste préliminaire*

Les océans et le droit de la mer

Rapport sur les travaux du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques

Lettre datée du 22 avril 2014, adressée au Président de l'Assemblée générale par les Coprésidents du Groupe de travail spécial plénier

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le rapport sur les travaux du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, qui s'est réuni au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 31 mars 2014, en application du paragraphe 243 de la résolution [68/70](#) de l'Assemblée générale. La section II dudit rapport est notamment consacrée aux recommandations dont le Groupe de travail a convenu de saisir l'Assemblée à sa soixante-neuvième session, ainsi qu'aux directives concernant la préparation de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, établies à l'intention du Groupe d'experts et du secrétariat du Mécanisme.

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport comme document de l'Assemblée générale au titre du point de l'ordre du jour intitulé « Les océans et le droit de la mer ».

(Signé) João Miguel **Madureira**

(Signé) Fernanda **Millicay**

* [A/69/50](#).



Rapport du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques

I. Rapport du Groupe de travail spécial plénier

1. Convoquée en application du paragraphe 243 de la résolution 68/70 de l'Assemblée générale, la cinquième réunion du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques, s'est tenue au Siège de l'ONU, à New York, le 31 mars 2014.
2. Les Coprésidents du Groupe de travail, João Miguel Madureira (Portugal) et Fernanda Millicay (Argentine), ont ouvert la réunion. Miguel de Serpa Soares, Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques et conseiller juridique, a fait des observations liminaires au nom du Secrétaire général.
3. Des représentants de 68 États Membres, de 2 États non membres, et de 6 organisations intergouvernementales et autres organes ont participé à la réunion¹.
4. Y ont également participé Lorna Inniss (Barbade) et Alan Simcock (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), coordonnateurs du Groupe d'experts du Mécanisme créé en application du paragraphe 209 de la résolution 65/37 A de l'Assemblée générale².
5. Les participants étaient saisis de la documentation et des informations ci-après : a) ordre du jour provisoire, ordre du jour provisoire annoté et projet de structure de la réunion comprenant l'organisation proposée des travaux; et b) informations sur le plan général révisé de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, établi par le Groupe d'experts du Mécanisme.
6. Le Groupe de travail a adopté l'ordre du jour (annexe I au présent rapport) et approuvé l'organisation des travaux proposée par les Coprésidents. Plusieurs délégations ont fait des déclarations d'ordre général, et certaines d'entre elles ont annoncé qu'elles avaient contribué ou entendaient contribuer au fonds de contributions volontaires visant à appuyer les activités du Mécanisme.
7. Au titre du point 4 de l'ordre du jour, les Coprésidents ont présenté le rapport du Bureau du Groupe de travail, lequel en a pris note³. Au titre du point 5 de l'ordre du jour, le Groupe de travail a examiné l'état d'avancement des préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin et pris note du plan général révisé de ladite évaluation. Les coordonnateurs du Groupe d'experts ont soulevé

¹ On trouvera la liste complète des participants sur le site Web de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques du Secrétariat (http://www.un.org/Depts/los/global_reporting/global_reporting.htm).

² La liste des membres du Groupe d'experts est disponible à l'adresse : www.un.org/Depts/los/global_reporting/Group_of_Experts_2013.pdf.

³ Le Bureau est composé des États Membres suivants : Argentine, Bulgarie, Chili, Chine, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Ghana, Grèce, Kenya, République de Corée, République-Unie de Tanzanie, Sri Lanka et Ukraine.

auprès du Groupe de travail les questions des nominations à la réserve d'experts, de la désignation et de l'affectation d'experts, de la nomination des membres des comités de lecture, et des difficultés qu'il y a à respecter le calendrier des préparatifs de l'évaluation. Il a été observé que les États Membres pouvaient faciliter la nomination d'experts à la réserve de deux manières : en nommant des experts individuels dotés de compétences qui manqueraient dans l'équipe et en précisant aux groupes régionaux que ces nominations devaient être transmises pour désignation, indépendamment de toute liste mensuelle de candidats à l'élection.

8. Quant au calendrier des préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, le Groupe de travail a décidé que le texte préliminaire de l'évaluation serait soumis pour examen, en deux parties consécutives, aux États Membres et aux membres du comité de lecture, le projet des premiers chapitres devant être remis au secrétariat du Mécanisme à la fin de juin 2014, et la version intégrale du projet, comportant les premiers chapitres mis à jour, devant être remise à la fin d'août 2014. Les États Membres pourraient alors, s'ils le souhaitent, formuler leurs observations sur le projet de texte des premiers chapitres en juillet 2014 ou terminer leur examen du projet pour la fin d'octobre 2014.

9. Au titre du point 6 de l'ordre du jour, le Groupe de travail a examiné les moyens de financer la publication du résumé de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin et convenu de recommander que l'Assemblée générale rappelle sa décision de demander que ledit résumé lui soit présenté par les Coprésidents du Groupe de travail et publié comme document de l'Assemblée.

10. Au titre du point 7 de l'ordre du jour, le Groupe de travail a examiné les ressources nécessaires aux fins de l'appui au Mécanisme, notamment la situation du fonds d'affectation spéciale établi à cette fin. Dans un rapport sur cette situation que lui a remis le Secrétariat, celui-ci a souligné que les crédits actuels du fonds ne permettraient de financer la participation des membres du Groupe d'experts issus de pays en développement qu'à une réunion du Groupe, et a rappelé à celui-ci que, sans financements supplémentaires, les membres concernés ne pourraient pas participer à d'autres réunions préparatoires de la première évaluation mondiale intégrée.

11. Concernant l'accueil des ateliers organisés à titre d'appui au premier cycle du Mécanisme, le pays d'accueil a présenté un rapport sur l'atelier tenu sous les auspices de l'ONU pour le nord de l'océan Indien, la mer d'Arabie, la mer Rouge et le golfe d'Aden, ainsi que la région couverte par l'Organisation régionale pour la protection du milieu marin et la Commission régionale des pêches (Chennai, Inde, 27-29 janvier 2014). Un des organisateurs de l'atelier pour l'Atlantique Sud, qui s'est tenu à Grand Bassam, Côte d'Ivoire, du 28 au 30 octobre 2013, a présenté un rapport sur les résultats de cet atelier. Le Groupe de travail a pris note des résumés de ces ateliers (voir [A/68/766](#) et [A/68/812](#)). Un représentant de la Commission océanographique intergouvernementale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, s'exprimant également au nom du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a fait état de l'appui technique et scientifique fourni au Mécanisme.

12. Le Groupe de travail a examiné le projet de recommandations formulées à l'intention de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session et les directives relatives aux préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, établies à l'intention du Groupe d'experts et du secrétariat du Mécanisme, qui avaient été proposées par les Coprésidents sur la base des discussions tenues

avec le Bureau du Groupe de travail. Le Groupe de travail a approuvé le texte des recommandations, ainsi que les directives (voir sect. II du présent rapport).

II. Recommandations formulées à l'intention de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session et directives relatives aux préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, établies à l'intention du Groupe d'experts et du secrétariat du Mécanisme

A. Recommandations formulées à l'intention de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session

13. Le Groupe de travail spécial plénier décide de soumettre à l'Assemblée générale les recommandations ci-après :

- 1) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne note du plan général révisé proposé pour la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin par le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques (annexe II du présent rapport).
- 2) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale rappelle sa décision visant à ce que le résumé de l'évaluation soit présenté par les Coprésidents du Groupe de travail et publié comme document de l'Assemblée.
- 3) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne acte du rôle important que joue son bureau dans la mise en pratique de ses décisions et orientations pendant la période intersessions, en application du paragraphe 205 de la résolution [66/231](#) de l'Assemblée, et prie le Bureau de continuer de suivre l'avancement des travaux et de les guider afin que la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin soit achevée en 2014.
- 4) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne acte des travaux réalisés par le Groupe d'experts du Mécanisme pendant la deuxième phase du premier cycle d'évaluation, et prie instamment les groupes régionaux qui ne l'ont pas encore fait de nommer des membres du Groupe d'experts, en application du paragraphe 180 de la résolution [64/71](#) de l'Assemblée.
- 5) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale salue le travail effectué par les membres individuels faisant partie de la réserve d'experts qui ont participé aux préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin.
- 6) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale se félicite des huit ateliers tenus à l'appui du Mécanisme, conformément aux Directives concernant les ateliers (voir [A/66/189](#), annexe II).

7) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale salue la tenue, à Bangkok et Maputo en 2012, et à Abidjan et Freetown en 2013, d'ateliers techniques de renforcement des capacités nécessaires aux évaluations intégrées.

8) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne note des résumés issus des ateliers tenus à Grand Bassam (Côte d'Ivoire) du 28 au 30 octobre 2013 et à Chennai (Inde) du 27 au 29 janvier 2014 (voir [A/68/766](#) et [A/68/812](#)).

9) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne note avec satisfaction de l'appui technique et logistique apporté par le Programme des Nations Unies pour l'environnement et la Commission océanographique intergouvernementale, et de l'appui fourni par d'autres organisations, aux ateliers du Mécanisme et aux ateliers techniques de renforcement des capacités nécessaires aux évaluations intégrées.

10) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne note avec satisfaction des contributions versées au fonds de contributions volontaires visant à appuyer les activités menées au titre du Mécanisme, se déclare profondément préoccupé du peu de ressources dont dispose ce fonds et invite instamment les États Membres, les institutions financières internationales, les organismes donateurs, les organisations intergouvernementales et non gouvernementales et les personnes physiques et morales à verser des contributions financières aux fonds créés par le paragraphe 183 de la résolution [64/71](#) de l'Assemblée générale en date du 4 décembre 2009, et à apporter autrement leur concours au Mécanisme.

11) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale rappelle la décision qu'elle a prise de se pencher sur la pérennité à donner aux activités du Mécanisme et de continuer à réfléchir à la nécessité de mobiliser des ressources prévisibles et durables pour financer ces activités.

12) Le Groupe de travail spécial plénier recommande que l'Assemblée générale prenne acte de l'appui fourni par la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, en tant que secrétariat du Mécanisme, tout en constatant que ses ressources sont d'ores et déjà grandement limitées.

13) Le Groupe de travail spécial plénier recommande de tenir sa prochaine réunion au premier semestre 2015.

B. Directives relatives aux préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin, établies à l'intention du Groupe d'experts et du secrétariat du Mécanisme

14. Le Groupe de travail spécial plénier décide d'adresser au Groupe d'experts et au secrétariat du Mécanisme les directives relatives aux préparatifs de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin ci-après.

1) Le Groupe de travail spécial plénier prie le Groupe d'experts d'effectuer toute consultation qui serait encore nécessaire avec les organes et instances internationaux compétents pour l'Arctique et l'Antarctique.

- 2) Le Groupe de travail spécial plénier prie le Groupe d'experts de recenser tous déficits de compétence dans l'équipe d'experts et demande au secrétariat du Mécanisme, agissant en consultation avec le Bureau, de continuer d'inviter par courrier les États Membres à nommer des experts afin de combler ces déficits.
- 3) Le Groupe de travail spécial plénier prie instamment le Groupe d'experts de proposer dans les meilleurs délais, pour approbation par le Bureau, la désignation et la nomination d'experts appelés à concourir à la rédaction des différents chapitres de la première évaluation mondiale intégrée, afin de permettre au Groupe d'experts d'achever ses travaux préparatoires pour cette évaluation.
- 4) Le Groupe de travail spécial plénier prie instamment également le Groupe d'experts de proposer, pour approbation par le Bureau, la composition du comité de lecture en puisant dans la réserve d'experts du Mécanisme, étant entendu que quiconque a concouru à la rédaction de tels ou tels documents de travail ou chapitres ne siègera pas au comité de lecture.
- 5) Le Groupe de travail spécial plénier prie le secrétariat du Mécanisme d'envoyer, en deux parties consécutives, le projet de texte de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin aux États Membres et aux membres du comité de lecture pour examen, soit les premiers chapitres à la fin de juin 2014, et la version intégrale du projet de texte comportant les premiers chapitres mis à jour, à la fin d'août 2014. Le Groupe de travail estime que, selon ces modalités, les États Membres auront la possibilité soit de formuler leurs observations sur le projet de texte des premiers chapitres en juillet 2014, s'ils le souhaitent, soit de terminer leur examen du projet pour la fin d'octobre.
- 6) Le Groupe de travail spécial plénier prie le Groupe d'experts de réviser la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin à la lumière des observations qu'il aura reçues des membres du Comité de lecture et des États Membres d'ici à la fin d'octobre 2014, et de présenter le texte révisé accompagné de ces observations, pour approbation, à son bureau, qui le lui transmettra ensuite pour examen.
- 7) Le Groupe de travail spécial plénier décide que le Groupe d'experts, agissant en consultation avec le Bureau et le secrétariat du Mécanisme, examinera les moyens d'améliorer la coordination avec les autres organismes et institutions qui procèdent à des évaluations concernant les océans, notamment à la faveur d'échanges d'informations et de données y relatives.

Annexe I

Ordre du jour de la cinquième réunion du Groupe de travail spécial plénier sur le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques

1. Ouverture de la réunion.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Organisation des travaux.
4. Rapport du Bureau du Groupe de travail spécial plénier.
5. Préparation de la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin par le Mécanisme.
6. Résumé de la première évaluation mondiale intégrée du milieu marin.
7. Ressources nécessaires aux fins de l'appui au Mécanisme, y compris la situation du fonds d'affectation spéciale du Mécanisme.
8. Ateliers organisés à titre d'appui au premier cycle du Mécanisme.
9. Adoption des recommandations à l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session.
10. Questions diverses.
11. Clôture de la réunion.

Annexe II

Plan général^a proposé pour la première évaluation mondiale intégrée^b du milieu marin par le Mécanisme de notification et d'évaluation systématiques à l'échelle mondiale de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques^c

Partie I Résumé

Cette partie ne devrait pas suivre la présentation du rapport principal, mais en souligner les principales conclusions. Elle visera à mettre en lumière :

- a) La manière dont l'évaluation a été réalisée;*
- b) L'évaluation globale de l'empreinte de l'homme sur les océans et la valeur générale des océans pour l'homme;*
- c) Les principales menaces qui pèsent sur le milieu marin et sur le bien-être économique et social de l'homme;*
- d) Les besoins en matière de renforcement des capacités et les méthodes efficaces pour y répondre;*
- e) Les principales lacunes en matière de connaissances et les moyens possibles d'y remédier.*

Partie II Le cadre de l'évaluation

Chapitre 1 La planète : les océans et la vie

Ce chapitre proposera une présentation générale du rôle des océans et des mers dans la vie de la planète, de la manière dont ils fonctionnent et de leurs liens avec les êtres humains.

Chapitre 2 Mandat, sources d'information et méthodes de travail

2.A Objectifs, portée et mandat du Mécanisme, tels qu'approuvés par l'Assemblée générale.

^a La présente annexe expose le plan général tel qu'il a été adopté par le Groupe de travail spécial plénier à sa troisième réunion (du 23 au 27 avril 2012), dont les chapitres seront numérotés consécutivement. La partie VI a été peaufinée par le Groupe d'experts et approuvée par le Bureau. Le Groupe de travail spécial plénier a pris note du plan révisé le 31 mars 2014.

^b Dans ce contexte, le terme « intégrée » désigne l'évaluation des répercussions des différents facteurs d'agression ainsi que l'examen de leurs effets cumulés sur les écosystèmes marins, c'est-à-dire les conséquences globales des nombreux processus et activités qui se superposent dans le temps et dans l'espace.

^c La première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin ne comprendra aucune analyse des politiques.

2.B Justification du Mécanisme et de la nécessité de réaliser des évaluations systématiques de l'état du milieu marin, y compris les aspects socioéconomiques (explique notamment ce qui est nouveau dans la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin).

2.C Questions de caractère général liées à la collecte de données environnementales, économiques et sociales sur les océans, les mers et leurs utilisations par l'homme, y compris les agrégats nationaux, régionaux et mondiaux, l'analyse des informations et des données, l'assurance de la qualité des données et l'accès à l'information.

2.D Description des procédures convenues pour procéder à la première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin et de la manière dont elles ont été appliquées, notamment pour ce qui est de la façon d'aborder l'interaction entre les sphères scientifiques et politiques, de la sélection des participants, des choix effectués pour déterminer les états de référence, de la description et de la classification des éléments d'incertitude et de l'assurance de la qualité des données.

Partie III

Évaluation des principaux services rendus par les écosystèmes du milieu marin (autres que les services d'approvisionnement)^d

Dans cette partie, plusieurs chapitres s'inspireront largement des travaux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, l'objectif étant de tirer parti des travaux du Groupe ainsi que du cadre fourni par la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et non de faire double emploi avec eux ou de les remettre en question.

Chapitre 3

Compréhension scientifique des services fournis par les écosystèmes

État des lieux de la compréhension scientifique des services rendus par les écosystèmes, y compris en matière de collecte de données, de gestion de l'information, de disparités entre les différentes parties du monde et de besoins en matière de recherche.

Chapitre 4

Le rôle des océans dans le cycle hydrologique

4.A Interactions entre eau de mer et eau douce dans le cycle hydrologique : taux de renouvellement et son évolution, quantités d'eau douce déversées dans la mer et interaction entre eau douce et eau salée, notamment pour ce qui est des incidences sur le milieu marin des variations de ces quantités résultant de l'évolution des calottes glaciaires continentales et des glaciers ainsi que des changements anthropiques (construction de barrages, prélèvement d'eau accru, etc.), réduction de la couverture de glace et changements du niveau des mers.

^d La nourriture, qui fait l'objet de la partie IV (Évaluation des questions intersectorielles : sécurité alimentaire et salubrité des aliments), constitue le principal service d'approvisionnement assuré par les océans. Les autres services sont traités dans la partie V (Évaluation des autres activités humaines en milieu marin).

4.B Incidences environnementales, économiques et sociales de l'échauffement des océans, de la montée du niveau des mers, notamment pour la sécurité et les pays de faible altitude, et des changements anthropiques et autres touchant les quantités d'eau douce qui se déversent dans les mers.

4.C Composition chimique de l'eau de mer : salinité et teneur en nutriments des différentes masses d'eau et évolution de ces facteurs.

4.D Incidences environnementales, économiques et sociales des variations de la salinité et de la teneur en nutriments.

4.E Rôle des océans dans le transfert de la chaleur : échauffement des océans, influence générale des océans sur la température de la surface terrestre et les schémas de circulation, oscillations océaniques et El Niño et phénomènes analogues.

4.F Incidences environnementales, économiques et sociales des changements de température des océans et des principaux phénomènes d'oscillation thermique.

Chapitre 5

Échanges océan-atmosphère

5.A Rôle des mers dans la régulation des flux atmosphériques et des concentrations en oxygène et en dioxyde de carbone (production d'oxygène, séquestration du dioxyde de carbone) : rôle des mers et des océans comme puits de carbone et questions liées au maintien ou au renforcement de ce rôle.

5.B Ampleur et importance de l'industrie charbonnière.

5.C Phénomènes météorologiques liés aux océans : ouragans et typhons, pluies de mousson et alizés.

5.D Incidences environnementales, économiques et sociales des tendances en matière de phénomènes météorologiques, notamment des changements dans la fréquence et l'intensité des tempêtes, et leurs effets sur les mers recouvertes de glace pendant une grande partie de l'année et sur les collectivités qui en sont tributaires ainsi que sur les petits États insulaires en développement.

5.E Acidification de l'océan : degré et ampleur de l'acidification de l'océan résultant des activités humaines (y compris blanchiment des coraux).

5.F Incidences environnementales, économiques et sociales des tendances en matière d'acidification de l'océan (avec renvois à la partie IV sur l'évaluation des questions intersectorielles : sécurité alimentaire et salubrité des aliments).

Chapitre 6

Production primaire, cycle des nutriments, couche superficielle et plancton

6.A Répartition de la production primaire à travers le monde : raisons de la répartition actuelle, facteurs influençant le cycle des nutriments ainsi que la variabilité et la résilience de la base du réseau trophique et changements connus et prévus, notamment changements du rayonnement ultraviolet dus aux problèmes qui touchent la couche d'ozone.

6.B Couche superficielle et plancton : rôle de la couche superficielle, facteurs déterminants et variations parmi les espèces de plancton.

6.C Incidences environnementales, économiques et sociales des tendances de la production primaire et d'autres facteurs liés à la variabilité et à la résilience naturelles de la base du réseau trophique (avec renvois à la partie IV sur l'évaluation des questions intersectorielles : sécurité alimentaire et salubrité des aliments).

Chapitre 7

Production de carbonates d'origine marine

Rôle de la production de carbonates d'origine marine dans la formation des atolls et des plages et incidences possibles de l'acidification de l'océan.

Chapitre 8

Services esthétiques, culturels, religieux et spirituels fournis par les écosystèmes du milieu marin

Importance des interactions entre les hommes et les océans sur les plans esthétique, culturel, religieux et spirituel, notamment pour ce qui est des obsèques en mer, et manière dont ces interactions peuvent être perturbées par d'autres changements. Cette partie renverra aussi au chapitre 27 (Tourisme et loisirs).

Chapitre 9

Conclusions sur les principaux services rendus par les écosystèmes (autres que les services d'approvisionnement)

Résumé des questions principales, notamment des besoins en matière de renforcement des capacités et des déficits d'information, tels que définis aux chapitres 3 à 8.

Partie IV

Évaluation des questions intersectorielles : sécurité alimentaire et salubrité des aliments

Cette partie s'inspirera largement des évaluations réalisées par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'objectif étant de tirer parti des travaux de l'Organisation, non de faire double emploi avec eux ou de les remettre en question.

Chapitre 10

Les mers et les océans en tant que sources de nourriture

Importance de la dépendance alimentaire des êtres humains à l'égard des mers et des océans et ampleur des pressions exercées par l'accroissement de la demande, disparités entre les différentes régions du monde et mesure dans laquelle certaines d'entre elles sont tributaires d'autres pour s'approvisionner en poissons et en fruits de mer, et contribution des ressources biologiques marines à la sécurité alimentaire.

Chapitre 11

Pêches de capture

11.A Stocks de poissons et de fruits de mer pêchés à des fins commerciales : état actuel des stocks de poissons et de fruits de mer exploités à des fins commerciales, facteurs les affectant, y compris la pêche, et importance de cette activité économique (pêche commerciale à grande échelle, pêche artisanale et pêche sportive^e).

11.B Autres stocks de poissons et de fruits de mer : état actuel des stocks de poissons et de fruits de mer exploités pour la pêche artisanale ou de subsistance, importance en termes de moyens de subsistance et état actuel des stocks halieutiques n'étant actuellement pas exploités.

11.C Incidences des pêches de capture (pêche commerciale à grande échelle, pêche artisanale et pêche de subsistance) sur les écosystèmes marins en raison de leurs effets sur le réseau trophique, des captures accidentelles (poissons, mammifères, reptiles et oiseaux marins) et de l'utilisation de divers engins et méthodes de pêche, et notamment les répercussions des rejets et des équipements de pêche perdus ou abandonnés sur les autres espèces sauvages.

11.D Effets de la pollution sur les ressources biologiques marines : effets possibles de la pollution chimique et radioactive sur les stocks de ressources biologiques marines utilisées pour l'alimentation et risques potentiels découlant d'une telle pollution.

11.E Pêche illégale, non déclarée et non réglementée^f : échelle, emplacement et effets sur les stocks halieutiques.

11.F Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g des pêches de capture.

11.G Projections de l'état des stocks de poissons et de fruits de mer pour les 10 prochaines années à la lumière de tous les facteurs pertinents.

11.H Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour exercer des activités de pêches de capture, en évaluer les aspects environnementaux, économiques et sociaux et déterminer l'état et les tendances des ressources biologiques marines.

Chapitre 12

Aquaculture

12.A Ampleur et répartition de l'aquaculture : emplacement des activités aquacoles, espèces élevées, importance économique et contribution à la sécurité alimentaire.

12.B Intrants et effets de l'aquaculture : besoin d'espace côtier et demande en farine de poissons issus des pêches de capture.

^e Voir également le chapitre 27 (Tourisme et loisirs) sur la pêche sportive.

^f Telle que définie dans le Plan d'action international de la FAO visant à prévenir, à contrecarrer et à éliminer la pêche illicite, non déclarée et non réglementée.

^g La première évaluation mondiale intégrée de l'état du milieu marin ne comprendra aucune analyse des politiques.

12.C Pollution et contamination découlant de l'aquaculture : utilisation de produits chimiques et interactions entre les stocks sauvages et ceux échappés des fermes aquacoles.

12.D Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux de l'aquaculture.

12.E Projections concernant le rôle de l'aquaculture pour les 10 prochaines années à la lumière de tous les facteurs pertinents.

12.F Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour exercer des activités aquacoles et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 13

Reproduction des stocks halieutiques

13.A Reconstitution des stocks appauvris par le biais du pacage marin et de la remise en liberté de poissons provenant d'écloseries.

13.B Transplantation de ressources biologiques marines dans des écosystèmes différents.

13.C Effets de la reproduction artificielle sur les écosystèmes naturels.

13.D Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux de la reproduction des stocks halieutiques.

13.E Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour exercer des activités liées à la reproduction des stocks halieutiques et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 14

Algues et autres aliments provenant de la mer

14.A Volume, lieux de récolte et importance des aliments provenant de la mer, autres que les poissons et les fruits de mer, et évolution projetée au cours des 10 prochaines années.

14.B Effets potentiels des récoltes d'algues et d'autres aliments provenant de la mer.

14.C Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux de la récolte d'algues et d'autres aliments provenant de la mer.

14.D Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques des algues et autres aliments provenant de la mer.

Chapitre 15

Aspects économiques et sociaux des pêches et des aliments provenant de la mer

15.A Rapports avec la santé : bénéfiques et préjudices pour la santé des aliments provenant de la mer, y compris les possibilités qu'ils offrent pour compléter les régimes pauvres en protéines, et contamination chimique, toxique et bactérienne.

15.B Niveau et importance de l'emploi dans la pêche et l'aquaculture : nombre de personnes employées, rapport entre les revenus qu'elles perçoivent et la moyenne locale et comparaison des taux de dommages corporels de l'industrie halieutique et des autres secteurs.

15.C Rôle des pêches dans la structure sociale : rôle des pêcheurs dans les collectivités locales et mesure dans laquelle la pêche constitue l'unique moyen de subsistance et dans laquelle les collectivités locales sont tributaires de la pêche et de l'aquaculture.

15.D Liens entre les zones de pêche, de propriété et d'exploitation des navires, l'emplacement des ports de débarquement et les lieux de distribution en vue de la consommation : bénéfices que les États (et les opérateurs économiques qui y sont installés) tirent de la pêche et de l'aquaculture.

15.E Application des accords internationaux de pêche.

15.F Conséquences de l'évolution des marchés : expansion des transports longue distance des poissons et des fruits de mer pêchés.

15.G Liens avec les autres secteurs : part de l'activité économique tributaire de la pêche et de l'aquaculture, qu'il s'agisse de fournir du matériel (en particulier des navires) ou de transformer le produit de la pêche dans la chaîne d'approvisionnement.

15.H Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour exercer des activités de pêche et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 16

Conclusions concernant la sécurité alimentaire

16.A Résumé des principales questions, notamment des besoins en matière de renforcement des capacités et des déficits d'information tels que recensés aux chapitres 10 à 15.

16.B Évolution à long terme de l'alimentation provenant de ressources marines, effets des changements climatiques dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et selon les conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, effet de l'évolution démographique et liens avec l'évolution de la production alimentaire d'origine terrestre.

Partie V

Évaluation des autres activités humaines en milieu marin

Chapitre 17

Transports maritimes

17.A Importance des transports maritimes dans le commerce mondial : principales voies maritimes, volume des échanges mondiaux transportés par mer, avantages économiques que les États tirent des activités liées aux transports maritimes, y compris en qualité d'États du pavillon, et changements prévus pour les 10 prochaines années, en raison notamment des possibilités de naviguer à des latitudes élevées dues à l'évolution de la couverture glaciaire.

17.B Risques liés aux transports maritimes : localisation, niveau et tendances, pollution engendrée par le transport maritime (toutes les formes de pollution réglementées par les annexes I à VI de la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, traitements antisalissures et bruit), impact acoustique des navires sur les organismes marins, catastrophes maritimes et leurs effets à long terme, espèces invasives introduites par les eaux de ballast et autres risques liés à la biosécurité, transport de navires destinés à la casse et risques que présentent les transports maritimes pour les États côtiers par rapport au volume de leurs échanges.

17.C Menaces sur le milieu marin posées par le transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses et de substances radioactives.

17.D Liens avec d'autres secteurs industriels et commerciaux : construction navale, démolition de navires, combustibles de soute et services d'assurance, d'affrètement et de navigation.

17.E Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux du transport maritime.

17.F Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour réaliser des activités de transport maritime et pour en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques, y compris la mise en œuvre des conventions internationales et d'autres instruments.

Chapitre 18

Ports

18.A Volume et importance des activités portuaires : localisation et trafic, croissance projetée, incidences des changements de voies maritimes envisagés à la rubrique 17.A et avantages économiques pour les États.

18.B Incidences de la construction et de l'entretien des ports : importance de l'expansion portuaire, dragage à des fins de navigation, gestion des déchets des navires, y compris les effets des systèmes de redevances, pollution par les navires dans les ports et remobilisation des polluants par dragage.

18.C Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ liés à la construction et à l'entretien des ports.

18.D Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour évaluer les aspects environnementaux, économiques et sociaux des ports et pour contrôler leurs effets sur le milieu marin.

Chapitre 19

Câbles et pipelines sous-marins

19.A Importance, localisation et rôle des câbles et de leur installation : rôle dans les communications internationales et Internet, évolution prévue pour les 10 prochaines années, emploi, liens avec d'autres secteurs et avantages économiques.

19.B Risques de pollution et de dommages matériels engendrés par les câbles et les pipelines pendant la construction ou l'installation, en cours d'utilisation et après leur mise hors service.

19.C Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés aux câbles et pipelines et à leur installation.

19.D Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour installer des câbles et des pipelines et pour évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques de ces installations.

Chapitre 20

Apports d'origine terrestre véhiculés le long des côtes, par les cours d'eau et par transport atmosphérique

20.A Eaux usées des municipalités et notamment incidences des grandes villes et des navires de croisière sur les ports : volume et niveau de traitement, nature des incidences, qu'elles soient provoquées par les apports directs ou par ceux provenant des cours d'eau, notamment sur la qualité microbiologique des eaux côtières, retombées économiques des altérations de la qualité de l'eau, en particulier pour l'aquaculture et le tourisme, et évolution prévue pour les 10 prochaines années.

20.B Rejets industriels, y compris de sources ponctuelles : substances dangereuses, y compris polluants organiques persistants et métaux lourds, hydrocarbures, nutriments, volume des rejets (rejets directs, apports des cours d'eau et transport atmosphérique), niveau de traitement, nature des répercussions, notamment sur la santé par le biais de la chaîne alimentaire, et évolution prévue pour les 10 prochaines années.

20.C Ruissellement et émissions des terres agricoles : volume (apports directs, apports des cours d'eau et transport atmosphérique de nutriments), nature des répercussions et évolution prévue pour les 10 prochaines années.

20.D Eutrophisation : effets combinés des apports provenant des municipalités, de l'industrie et de l'agriculture (y compris sur la prolifération d'algues) ainsi que de la turbidité des eaux côtières et de la dénitrification dans les estuaires, et renvoi aux effets sur les stocks halieutiques et sur le réseau trophique.

20.E Apports de substances radioactives provenant des industries nucléaires et non nucléaires et effets réels, potentiels et supposés de ces apports.

20.F Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés à la gestion des répercussions de ces apports d'origine terrestre.

20.G Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques des apports d'origine terrestre véhiculés le long des côtes, par les cours d'eau et par transport atmosphérique.

20.H Ampleur des activités de dessalement et répercussions sur l'environnement. Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour réaliser des activités de dessalement et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 21

Extraction d'hydrocarbures au large^h

21.A Volume et importance des activités d'extraction d'hydrocarbures au large et avantages sociaux et économiques.

^h Dans ce chapitre et dans les deux suivants, l'expression « au large » s'applique à toutes les installations situées en milieu marin, aussi bien dans les eaux intérieures que dans les zones relevant de la souveraineté et de la compétence des États.

21.B Incidences de l'exploration, y compris des levés sismiques, de l'exploitation et de la mise hors service.

21.C Catastrophes survenant sur des installations au large et conséquences, y compris à long terme.

21.D Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés aux installations d'extraction d'hydrocarbures au large.

21.E Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour réaliser des activités d'extraction d'hydrocarbures au large des côtes et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 22

Autres industries de production d'énergie utilisant la mer

22.A Importance de la production d'énergie éolienne, houlomotrice et marémotrice et d'énergie thermique des mers, et production actuelle, prévue et projetée.

22.B Bénéfices environnementaux et conséquences de la production d'énergie éolienne, houlomotrice, marémotrice et d'énergie thermique des mers.

22.C Résultats économiques attendus de la production d'énergie éolienne, houlomotrice, marémotrice et d'énergie thermique des mers.

22.D Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g des centrales de production d'énergie éolienne, houlomotrice, marémotrice et d'énergie thermique des mers situées au large.

22.E Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour produire de l'énergie éolienne, houlomotrice, marémotrice et de l'énergie thermique des mers au large et pour évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques de cette production.

Chapitre 23

Industries extractives au large

23.A Ampleur et importance des industries d'extraction de sable et de gravier et incidences environnementales.

23.B Avantages économiques des industries d'extraction de sable et de gravier.

23.C Évolution des autres activités d'exploitation minière des fonds marins : situation actuelle et importance potentielle.

23.D Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés aux industries extractives au large.

23.E Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour réaliser des activités extractives au large et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 24

Évacuation des déchets solides

24.A Nature et quantités des déchets déversés en mer, notamment des liquides et des gaz explosifs ou potentiellement dangereux, effets potentiels sur le milieu marin et estimation des quantités qui seront déversées au cours des 10 prochaines années.

24.B Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ des rejets de déchets solides en mer.

24.C Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour lutter contre l'immersion en mer des déchets solides et évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques de cette pratique.

Chapitre 25

Débris marins

25.A Origines multiples des débris marins, notamment absence de mesures de contrôle sur l'évacuation à terre des déchets et absence de gestion pour le nettoyage des déchets sur les plages et de ceux produits par les navires, et ampleur et distribution géographique du problème.

25.B Mesures visant à combattre les débris marins, portée de leur application et exemples de progrès réalisés.

25.C Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour gérer les débris marins et évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques de ces débris.

Chapitre 26

Interactions physiques terre-mer

26.A Restauration des terres : ampleur et localisation des travaux de restauration des terres et de transformation de l'habitat et des habitats concernés et aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ de ces activités.

26.B Érosion des sols par la mer: coûts économiques et sociaux de l'érosion des sols, incidences des défenses côtières sur les habitats marins et côtiers, notamment les plages et les îles frangeantes, conséquences pour les petits États insulaires en développement, coût des défenses côtières et principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ liés à l'érosion des sols par la mer.

26.C Évolution de la sédimentation : sédimentation dans le milieu marin résultant de l'érosion des sols sous l'effet de la pluie et des cours d'eau, diminution de la sédimentation marine due à la gestion de l'eau, effet de ces deux types d'évolution sur les habitats côtiers et marins, y compris les estuaires, les deltas et les canyons sous-marins, et principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ liés à la maîtrise des causes de l'évolution de la sédimentation.

26.D Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour évaluer les interactions physiques terre-mer.

Chapitre 27

Tourisme et loisirs

27.A Emplacement et importance des activités de tourisme et de loisirs, y compris des croisières : emploi et avantages économiques découlant du tourisme et de la protection de la diversité biologique marine.

27.B Pêche récréative et sportive et répercussions sur la faune et la flore marines.

27.C Incidences des bateaux de plaisance et de tourisme sur les zones maritimes vulnérables.

27.D Contribution du tourisme, et notamment des navires de croisière, aux problèmes d'eaux usées et de pollution (voir également la rubrique 20A sur les eaux usées des municipalités).

27.E Localisation et ampleur des autres répercussions du tourisme sur l'environnement, y compris en matière de perturbation et de destruction des habitats.

27.F Liens entre le tourisme et la protection des espèces et des habitats marins (observation des baleines et sanctuaires pour ces cétacés, par exemple).

27.G Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ liés à la gestion des effets du tourisme sur l'environnement marin.

27.H Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour évaluer les interactions entre le tourisme et le milieu marin et pour déterminer les aspects environnementaux, économiques et sociaux du tourisme.

Chapitre 28

Dessalement de l'eau

Ampleur des activités de dessalement de l'eau et avantages sociaux et économiques. Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour réaliser des activités de dessalement et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques.

Chapitre 29

Utilisation des ressources génétiques marines

29.A Thèmes actuels, localisation et importance de la recherche scientifique marine et de l'exploitation de ses résultats, notamment utilisations des ressources génétiques marines, et questions connexes (droits de propriété intellectuelle, éventuelles répercussions, etc.).

29.B Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux⁸ de la recherche scientifique marine en matière de ressources génétiques marines et exploitation de ces ressources.

29.C Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour conduire des recherches scientifiques sur les ressources génétiques marines, exploiter ces ressources et évaluer les aspects environnementaux, économiques et sociaux de ces activités.

Chapitre 30 **Recherche scientifique marine**

30.A Thèmes, ampleur et localisation des activités de recherche scientifique marine.

30.B Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés à la recherche scientifique marine.

30.C Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour conduire des recherches scientifiques marines et en évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques, notamment en matière de transfert de technologie.

Chapitre 31 **Conclusions concernant les autres activités de l'homme**

Résumé des liens entre les forces motrices liées aux activités humaines et l'état de l'environnement marin, compte tenu des différents types de pression.

Chapitre 32 **Renforcement des capacités concernant les activités humaines ayant une incidence sur le milieu marin**

Conclusion générale sur les lacunes en matière de capacités requises pour réaliser les activités décrites plus haut et pour évaluer les aspects environnementaux, économiques et sociaux de celles qui ont une incidence sur le milieu marin.

Partie VI **Évaluation de la biodiversité et des habitats marins**

Chapitre 33 **Introduction**

Cette partie a pour objectif : a) de fournir un aperçu de la diversité biologique marine et de nos connaissances à ce sujet; b) de passer en revue l'état et les tendances des écosystèmes, des espèces et des habitats marins recensés comme étant menacés ou en déclin ou ayant besoin d'attention ou de mesures de protection particulières, ainsi que les menaces qui pèsent sur eux; c) d'examiner les principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux^g liés à la protection des espèces et des habitats marins; et d) de faire le point des lacunes en matière de capacités requises pour identifier les espèces et les habitats marins répertoriés comme étant menacés ou en déclin ou ayant besoin d'attention ou de mesures de protection particulières et pour évaluer les aspects environnementaux, économiques et sociaux de la protection des espèces et des habitats marins.

Section A – Aperçu de la biodiversité marine

Chapitre 34 **Ampleur de la biodiversité marine**

Principaux gradients de diversité pour les espèces, les communautés et les habitats (côtier à abyssal, équatorial à polaire, type de substrat, salinité).

Chapitre 35

Portée de l'évaluation de la biodiversité marine

Proportion, dans les différentes régions marines, des principaux groupes d'espèces et d'habitats dont la situation et les tendances font l'objet d'évaluations systématiques, tout comme les menaces auxquelles ils sont exposés.

Chapitre 36

État général des principaux groupes d'espèces et d'habitats

Aperçu, par régions marines et groupes principaux, de l'état, des tendances et des menaces, y compris des effets cumulés des pressions, qui ressortent de ces évaluations.

- Division 36.A Atlantique Nord
- Division 36.B Atlantique Sud
- Division 36.C Pacifique Nord
- Division 36.D Pacifique Sud
- Division 36.E Océan Indien
- Division 36.F Haute mer et eaux profondes
- Division 36.G Océan Arctique
- Division 36.H Océan Austral

Chacune de ces divisions sera structurée selon le modèle suivant :

1. Paragraphe d'introduction sur la région : étendue du plateau continental, eaux profondes, îles, etc., et populations humaines, économies et moyens de subsistance associés à la mer.

2. Littoral :

a) État et tendances de la biodiversité :

i) Poissons (y compris macroinvertébrés pélagiques comme les calmars, les crevettes, etc.);

ii) Communautés benthiques;

iii) Communautés du zooplancton;

iv) Producteurs primaires – phytoplancton et macroalgues;

v) Autres biotes marqués par d'importantes évolutions – toute espèce de mammifère marin, d'oiseau marin ou de reptile marin dont l'évolution est particulièrement importante;

b) Pressions majeures exercées sur le littoral et grands groupes touchés par ces pressions;

c) Principaux services fournis par les écosystèmes sur lesquels ces pressions ont une incidence :

i) Pertes de services fournis aux écosystèmes;

ii) Pertes de services fournis aux humains.

3. *Plateau continental ou zone traversée par un courant marin (à structurer selon le même modèle que la section relative au littoral).*

4. *Traitement des zones spéciales éventuelles (mers semi-fermées, etc.).*

5. *Questions liées au statut de protection spéciale :*

a) *Par groupes taxonomiques;*

b) *Par grands types d'habitat.*

6. *Facteurs de viabilité.*

Section B – Écosystèmes, espèces et habitats marins scientifiquement recensés comme étant menacés ou en déclin ou ayant besoin d'attention ou de mesures de protection particulières

Cette section, dont la structure suivra celle de l'aperçu proposé à la section A, traitera des écosystèmes, des processus, des espèces et des habitats marins nécessitant des mesures spéciales.

I. Espèces marines

Chapitre 37

Mammifères marins

Chapitre 38

Oiseaux marins

Chapitre 39

Reptiles marins

Chapitre 40

Requins (et autres élasmobranches)

Chapitre 41

Thons et marlins

II. Écosystèmes et habitats marins

Chapitre 42

Coraux d'eau froide

Chapitre 43

Coraux d'eau chaude

Chapitre 44

Estuaires et deltas

Chapitre 45

Biomasse en haute mer et eaux profondes

Chapitre 46

Événements hydrothermaux et suintements froids

Chapitre 47

Glaces des hautes latitudes

Chapitre 48
Forêts de varech et herbes marines

Chapitre 49
Mangroves

Chapitre 50
Marais salants

Chapitre 51
La mer des Sargasses

Chapitre 52
Monts sous-marins et autres formations géologiques potentiellement menacés de perturbations

Section C – Aspects environnementaux, économiques et sociaux liés à la protection des espèces et des habitats marins et besoins en matière de renforcement des capacités

Chapitre 53
Principaux aspects environnementaux, économiques et sociaux liés à la protection des espèces et des habitats marins

Chapitre 54
Besoins en matière de renforcement des capacités

Bilan des lacunes en matière de capacités requises pour identifier les espèces et habitats marins répertoriés comme étant menacés ou en déclin ou ayant besoin d'attention ou de mesures de protection particulières, et pour évaluer les aspects environnementaux, sociaux et économiques de la protection des espèces et des habitats marins.

Section D – Résumé concernant la biodiversité marine

Chapitre 55
Résumé concernant la biodiversité marine

Résumé des principales questions, notamment des besoins en matière de renforcement des capacités et des déficits d'information tels que recensés aux chapitres 33 à 54.

Partie VII
Évaluation globale

Chapitre 56
Évaluation globale des effets des activités humaines sur les océans

56.A Examen des incidences des pressions cumulées sur l'état général des mers et des océans.

56.B Évaluations, selon différentes méthodes, des répercussions globales des activités humaines sur les mers et les océans.

Chapitre 57
Valeur globale des océans pour l'humanité

Évaluations, selon différentes méthodes, des avantages que les hommes tirent des océans, y compris les coûts liés à la dégradation de l'environnement.
